



Côte d'Ivoire

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE
SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 322 462
14 401 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
630 ECU (1993)

Exportations
735 132 000 ECU
(1994)
cacao 31%
café 8%

Service de la dette /
exportations
30,02% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,64% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
69,1% (1995)

Taux d'urbanisation
42,32% (1993)

Indépendante depuis 1960, la Côte d'Ivoire a connu une grande stabilité politique en évoluant sans heurts graves vers un régime démocratique. Cette situation a fait de la Côte d'Ivoire un pôle de développement régional important avec un taux de croissance estimé à 7% par an.

La région côtière a assuré la prospérité du pays grâce aux exportations agricoles: cacao (1er producteur mondial), café (parmi les quatre leaders mondiaux), bois, caoutchouc, coton, etc. La crise des produits de base a été durement ressentie par le pays qui connaît encore une situation difficile, avec un endettement massif. Au début des années 90, le gouvernement a lancé une série de réformes macro-économiques importantes afin d'assainir les finances publiques, ainsi que des programmes de restructuration sectorielle en vue de relancer l'économie et la croissance. La Côte d'Ivoire s'est aussi engagée dans une phase active de privatisation. La récente dévaluation du Franc CFA devrait également contribuer à relancer l'économie ivoirienne.

La coopération avec la Côte d'Ivoire est caractérisée par l'importance exceptionnelle des transferts au titre du Stabex, qui dépassent de loin les montants des Programmes Indicatifs Nationaux: ainsi, de Lomé I à IV, plus de 720 millions d'écus ont été alloués au pays, essentiellement pour le café et le cacao, dont 365 millions sous Lomé III et 248 millions sous Lomé IV. Les fonds du Stabex servent à améliorer la rentabilité des filières café et cacao ainsi qu'à diversifier l'agriculture.

Le Programme Indicatif de Lomé IV (105,5 millions d'écus) est consacré pour moitié au développement rural dans un objectif de diversification agricole et de protection de l'environnement: réalisation d'un marché de gros; appui à la riziculture; appui aux exportations d'ananas; projets de gestion des forêts; microréalizations.

Les autres domaines d'activités concernent la santé et le soutien à la politique de décentralisation (renforcement du rôle des communes). L'appui important qui a été également octroyé au pays à partir de 1992 au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (65,4 millions d'écus), a été ciblé dans ces deux secteurs.

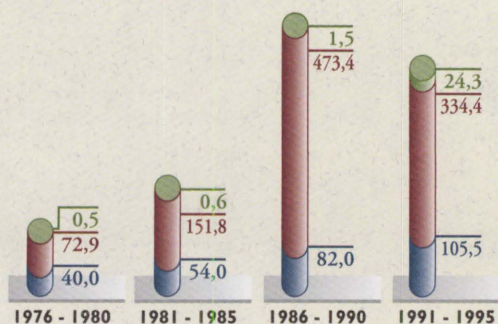
La Côte d'Ivoire a aussi été un des plus importants bénéficiaires des financements de la Banque Européenne d'Investissement. C'est en Côte d'Ivoire qu'à été signé, en 1965, le premier prêt finançant un projet à l'extérieur de l'Union européenne. Depuis cette année-là, les engagements de la Banque ont atteint un montant cumulé de près de 290 millions d'écus. Au titre de Lomé IV 57 millions ont été engagés dont 30 millions pour l'exploitation de gisements de pétrole et gaz.

La Côte d'Ivoire figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (13,6 millions d'écus déjà engagés). Enfin, près de 8 millions d'écus ont été versés depuis 1991 au titre de l'accord pêche.

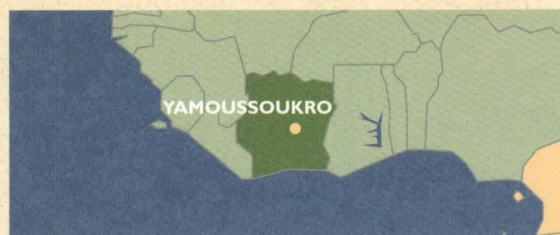
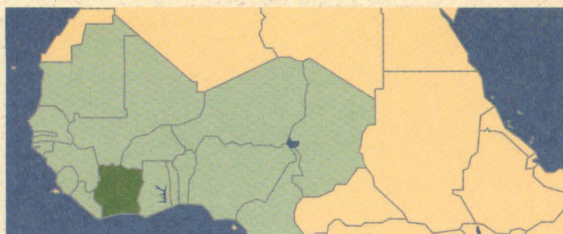
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Côte d'Ivoire

C

Economic indicators

GNP per capita
630 ECU (1993)

Exports
735 132 000 ECU
(1994)
cocoa 31%
coffee 8%

Debt service / exports
30.02% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.64% (1995)

Primary schooling rate
69.1% (1995)

Urbanization rate
42.32% (1993)

Independent since 1960, Côte d'Ivoire has experienced great political stability and has evolved without serious problems towards a democratic regime. This situation has made the country a centre of important regional development, with an estimated growth rate of 7% a year.

The coastal region has made the country prosperous, thanks to agricultural exports: cocoa (of which Côte d'Ivoire is the largest producer in the world), coffee (it ranks among the four leaders in the world), wood, rubber, cotton, etc. The crisis in commodities has hit the country hard and it is still experiencing a difficult situation with massive indebtedness. At the beginning of 1990s, the Government embarked on major macro-economic reforms aimed at rationalising public finances, sectoral restructuring programmes to help relaunch the economy and growth, and also began an active phase of privatisation. Devaluation of the CFA Franc should also help relaunch the Côte d'Ivoire economy.

Cooperation with Côte d'Ivoire is characterised by the exceptional amount of Stabex transfers which exceed by far National Indicative Programme resources: from Lomé I to IV more than ECU 720 million has been allocated to the country, of which ECU 365 million under Lomé III and ECU 248 million under Lomé IV. Stabex funds are designed to improve the profitability of the coffee and cocoa sectors and to diversify agriculture.

Half of the ECU 105.5 million Lomé IV Indicative Programme is devoted to rural development, with the objective of diversification and environmental protection: realisation of a wholesale market; support for rice-growing and pineapple exports; forest management projects; microprojects.

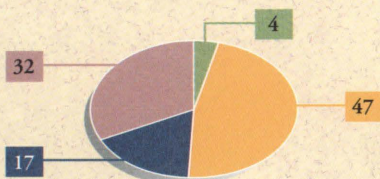
Other areas of activity concern health care and backing for the policy of decentralisation (reinforcement of the role of communes). Significant support from the Structural Adjustment Facility was allocated to the country since 1992 (ECU 65.4 million) and is targeted on these two sectors.

Côte d'Ivoire has also been one of the greatest beneficiaries of the European Investment Bank financing. In 1965, the first loan financing a project outside the European Union was signed in Côte d'Ivoire. Since then, the Bank's commitments have amounted to a total of nearly ECU 290 million. Under Lomé IV, ECU 57 million has been committed of which ECU 30 million for gas and oil production.

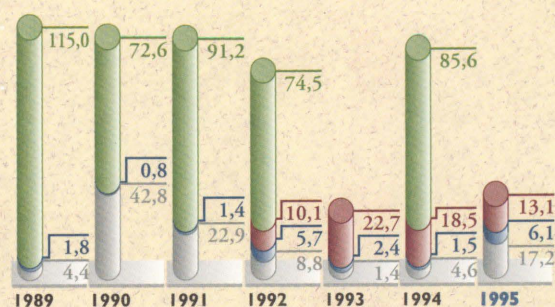
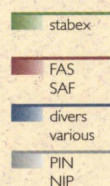
The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Côte d'Ivoire's banana sector (ECU 13.6 million already committed) in helping to 1991 improve productivity and quality. Lastly, Côte d'Ivoire has benefited from ECU 8 million since the 1991 fishing agreement.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Djibouti

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 23 200
511 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
780 ECU (1993)

Exportations
153 459 000 ECU
(1994)
animaux vivants nd

Service de la dette /
exportations
2,72% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,02% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
44,4% (1995)

Taux d'urbanisation
81,96% (1993)

Indépendant depuis 1977, Djibouti est un petit territoire côtier, formé de plateaux et de chaînes basaltiques limités par d'énormes failles. La pluviométrie sporadique et faible ne permet pas vraiment le développement d'une agriculture qui se limite à de l'horticulture à petite échelle. N'ayant pas de réserves minérales importantes, ses revenus proviennent essentiellement de l'activité portuaire et de l'aide extérieure.

En dépit de l'introduction du multipartisme et de la tenue d'élections législatives en 1992 et présidentielles en 1993, le pays est en proie, depuis novembre 1991, à une guerre civile qui explique l'importance de l'aide humanitaire dont il a bénéficié et qui a constitué également un frein considérable à son développement. L'accord de paix signé en octobre 1994 entre les deux parties en conflit devrait ramener le calme et créer les conditions psychologiques d'une relance économique.

Djibouti est membre de la Zone d'Echanges Préférentiels (ZEP) et membre fondateur de l'IGADD (Intergovernmental Agency for Drought and Development).

De Lomé I à Lomé IV, le Programme Indicatif National est passé de 2,7 à 19,3 millions d'écus en se concentrant sur les secteurs sociaux: santé, éducation, formation, hydraulique urbaine, etc.

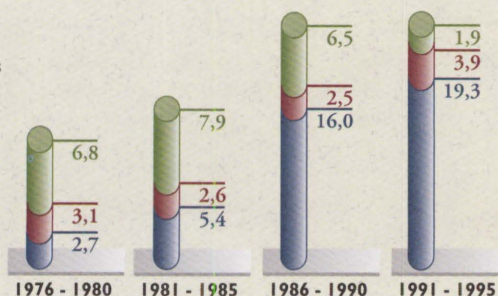
Djibouti a également bénéficié de l'aide alimentaire directe (1,5 million d'écus) et d'actions des ONG cofinancées par le budget de l'Union européenne.

En outre, 2,8 millions d'écus ont été prévus, au titre des capitaux à risques, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement dans l'amélioration des liaisons internationales de télécommunication. Djibouti négocie actuellement un programme d'ajustement structurel avec le FMI afin de stabiliser sa situation économique pesante.

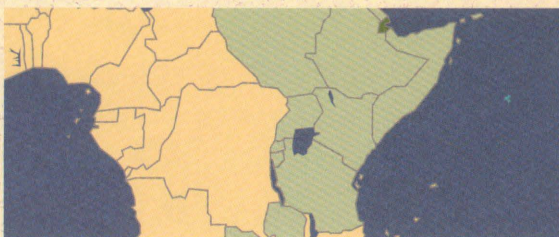
FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors



Djibouti



Economic indicators

GNP per capita
780 ECU (1993)

Exports
153 459 000 ECU
(1994)
live animals na

Debt service / exports
2.72% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.02% (1995)

Primary schooling rate
44.4% (1995)

Urbanization rate
81.96% (1993)

Independent since 1977, Djibouti is a small coastal territory, consisting of plateaus and basaltic mountains with enormous faults. Rainfall is weak and sporadic and does not really allow the development of agriculture; indeed, this is limited to small scale horticulture. Having no significant mineral resources, Djibouti's revenues derive mainly from port activities and external aid.

In spite of the newly introduced multiparty political system, as well as the holding of legislative elections in 1992 and presidential elections in 1993, the country has faced a civil war since November 1991. This explains the amount of humanitarian aid from which it has benefited. It has equally constituted an important brake on its development. The peace agreement signed between the two parties should bring stability and help launch economic recovery.

Djibouti is a member of the Preferential Trade Area (PTA) and a founder member of IGADD (Intergovernmental Agency for Drought and Development).

From Lomé I to Lomé IV, the National Indicative Programme rose from ECU 2.7 million to 19.3 million, concentrating on social sectors: health care, education, urban water supply, etc.

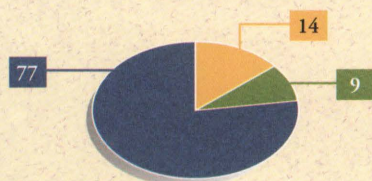
Djibouti has also benefited from direct humanitarian aid (ECU 1.5 million) and NGO actions co-financed from the European Union budget.

Additionally, ECU 2.8 million have been made available through European Investment Bank intervention, in the form of risk capital to improve international telecommunication links.

Djibouti is currently negotiating a structural adjustment programme with the IMF in order to stabilise its foundering economic situation.

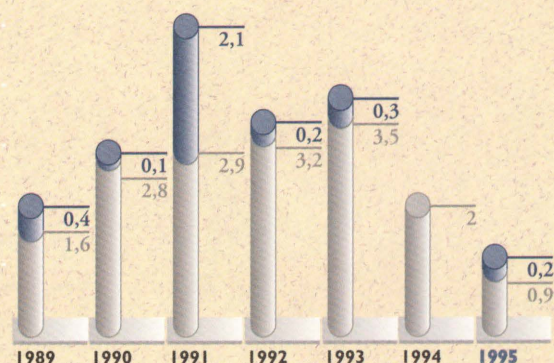
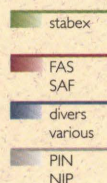
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Dominica

CARAIBES

CARIBBEAN

750

71 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
2 720 ECU (1993)

 Exportations
23 506 000 ECU (1994)
bananes 58,3%
produits manufacturés 35%

 Service de la dette / exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance de la population
0% (1995)

 Taux de scolarisation primaire
na/nd

 Taux d'urbanisation
na/nd

Située au nord de la chaîne des Caraïbes (Iles Au Vent), la Dominique est devenue indépendante en 1978.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur prédominant et vital de l'agriculture, la banane. Le gouvernement s'attache à développer ses infrastructures en vue de relancer la croissance économique et de développer l'éco-tourisme dans les années à venir. En effet, alors que la seconde moitié de la décennie 1980 a vu le taux de croissance réel du pays s'établir autour de 5,5% en moyenne, ce dernier a chuté entre 2 et 2,6% en 1991 et 1992. La récession mondiale et l'incertitude entourant l'avenir du secteur de la banane sont actuellement de nature à affecter l'économie ouverte et vulnérable de l'île.

Les relations de coopération entre l'Union européenne (UE) et la Dominique ont débuté formellement en 1976 dans le cadre de l'Association entre l'UE et ses PTOM (Pays et Territoires d'Outre-mer), et se sont poursuivies avec l'adhésion du pays à la Convention de Lomé après son accession à l'indépendance. L'agriculture et les infrastructures rurales constituent les deux secteurs traditionnels de concentration de l'aide européenne.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV, doté de 5,5 millions d'écus, comporte deux secteurs d'intervention prioritaires. Le secteur du développement rural bénéficie d'une allocation de 2,5 millions d'écus destinée à promouvoir la diversification agricole par l'amélioration de la qualité et de la productivité de la production bananière et par le développement d'autres cultures. Dans le domaine de l'environnement, les projets financés (1,7 million d'écus) visent à appuyer la stratégie du pays en la matière, particulièrement en ce qui concerne la capacité de gestion, la lutte contre la déforestation, ainsi que la collecte et le traitement des déchets. Les autres secteurs d'aide non prioritaires sont le développement du tourisme et un programme pluriannuel de formation.

Depuis Lomé I, les principales exportations de la Dominique, bananes et noix de coco, bénéficient de transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes subies à l'exportation jusqu'à présent, pour un montant total d'environ 22 millions d'écus. A ces montants il convient d'ajouter 2,2 millions d'écus au titre de l'ajustement structurel.

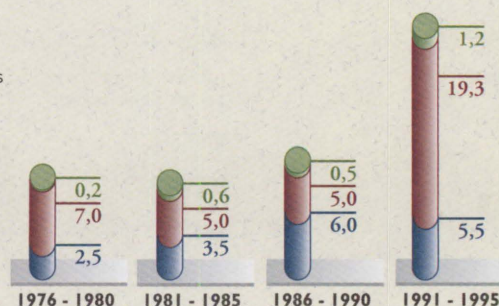
Dominica a aussi bénéficié d'une aide de 1,3 million d'écus en 1995 à la suite des dommages causés par les cyclones Iris et Marilyn.

De plus, la Banque Européenne d'Investissement a engagé 2,5 millions d'écus au titre des capitaux à risques qu'elle gère.

La Dominique figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (0,3 millions d'écus déjà engagés).

FED + budget

 dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

 budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)


 environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
développement minier et industriel/PT
mine and industry development/SME
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Dominica

D

Economic indicators

GNP per capita
2 720 ECU (1993)

Exports
23 506 000 ECU (1994)
bananas 58.3%
manufactured goods 35%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
0% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
na/nd

Dominica, an island in the far north of the chain of Caribbean Islands (the Windward Islands), has been an independent State since 1978.

The country has a predominantly agricultural economy with a mainstay banana sector; and is developing its infrastructure to support future industrial growth and eco-tourism. In the second half of the 1980s, real growth averaged 5.5% with a definite slow down in 1991 and 1992 (2 to 2.6%). The world-wide recession, combined with the uncertainty over the future of the banana sector, is likely to affect Dominica's open and vulnerable economy.

The formal cooperation partnership with the European Union (EU) was initiated in 1976 within the framework of the Association between the EU and its OCTs (Overseas Countries and Territories), and continued when the newly independent country joined the Lomé Convention. The focus for cooperation has been mainly within the agricultural and rural infrastructure sectors.

The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) of ECU 5.5 million focuses on two sectors of intervention. The rural development sector has been allocated ECU 2.5 million to promote agricultural diversification directed at increasing the quality and productivity of banana production, and enhancing diversification to other crops. As for the environment sector, projects aim at supporting Dominica's environmental strategy, especially regarding management capacity, deforestation, as well as waste collection and treatment. This area has been allocated ECU 1.7 million. The other non-priority sectors are tourism development and a multi-annual training scheme. In addition, ECU 2.2 million has been allocated as structural adjustment support.

Since Lomé I, Dominica's main exports, bananas and coconuts, have benefited from Stabex transfers (totalling around ECU 22 million) which have compensated for shortfalls in the country earnings from these two products.

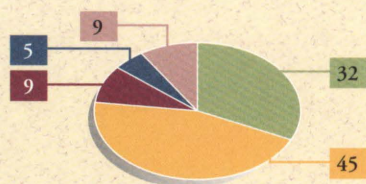
Dominica received emergency and rehabilitation aid (ECU 1.3 million), in 1995, following hurricanes Iris and Marylin.

Moreover, the European Investment Bank has committed ECU 2.5 million risk capital.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Dominica's banana sector (ECU 0.3 million already committed) to help improve productivity and quality.

FED
EDF

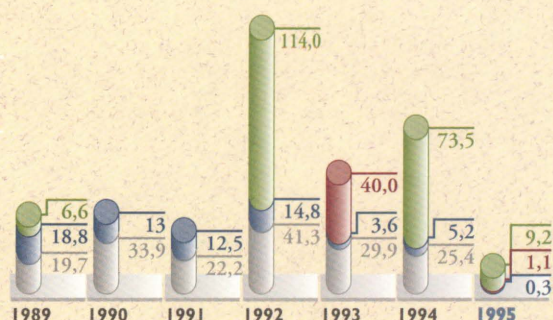
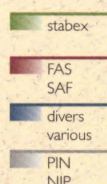
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Eritrea

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 125 000



na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Exportations
33 702 000 ECU (1994)
sel 70%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
na/nd

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
na/nd

Territoire de 120 000 km² situé au nord-est de l'Éthiopie, entre le Soudan et Djibouti et en bordure de la Mer Rouge, l'Erythrée a acquis son indépendance en mai 1993, après le succès du référendum d'autodétermination.

Ce nouveau pays a maintenu de bonnes relations diplomatiques avec tous ses voisins, et a rejoint le groupe ACP pour devenir le 70^{ème} Etat signataire de la Convention de Lomé IV. En décembre 1994, l'Erythrée a rompu ses relations diplomatiques avec le Soudan. Un conflit l'oppose également au Yémen depuis la fin 1995 pour le contrôle des îles de l'archipel Hanish en Mer Rouge. D'excellentes relations diplomatiques ont par contre été maintenues avec les autres voisins et particulièrement avec l'Éthiopie.

L'assistance à l'Erythrée a démarré dès 1992 par le lancement d'un programme à court terme de réhabilitation et de reconstruction. Ce programme, doté de 20 millions d'écus, s'est concentré principalement sur la réhabilitation des infrastructures sociales et de transport, l'irrigation et l'appui au renforcement institutionnel. A défaut de disposer alors d'un Programme Indicatif, les fonds mobilisés pour ce programme de réhabilitation ont été prélevés sur le Programme Indicatif de l'Éthiopie.

En mai 1994, le premier PIN de l'Erythrée a été signé et doté de 35 millions d'écus supplémentaires, ce qui porte à 55 millions d'écus le montant définitif alloué à ce titre sous Lomé IV. Les principaux secteurs d'intervention prioritaires qui ont été retenus sont les transports, les communications, l'énergie, l'électrification et le développement rural. L'Union étudie actuellement l'éligibilité du pays au soutien à l'ajustement structurel.

Sur le budget de l'Union européenne, 111 millions d'écus ont été alloués depuis 1992 pour des opérations d'aide alimentaire. Cette aide a notamment été utilisée pour la construction d'entrepôts de stockage de denrées alimentaires dans le port de Massawa (2 millions d'écus) et la fourniture de semences (0,5 millions d'écus). En 1995, l'aide alimentaire a représenté à elle seule 15 millions d'écus supplémentaires.

Près de 6 millions d'écus ont également été consacrés depuis 1994 à des projets de réhabilitation exécutés par des ONG auxquels il faut ajouter 1,8 millions d'écus dans le cadre d'un cofinancement avec les ONG. D'autre part 820 000 écus ont été alloués à la Commission constitutionnelle chargée de préparer un projet de constitution d'ici fin 1996.

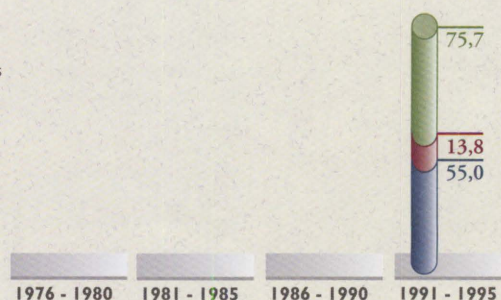
Il convient également d'ajouter 4,4 millions d'écus en faveur d'un projet d'envergure de contrôle du paludisme et d'un projet de réhabilitation, qui ont été financés au titre de l'assistance aux réfugiés.

En outre, 8 millions d'écus au titre des capitaux à risques ont déjà été engagés par la Banque Européenne d'Investissement pour financer le secteur des télécommunications.

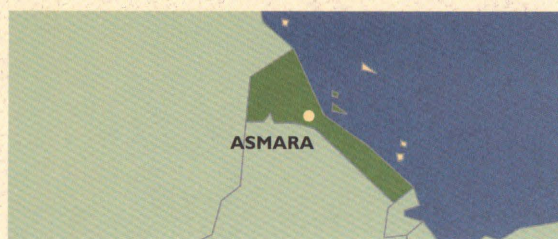
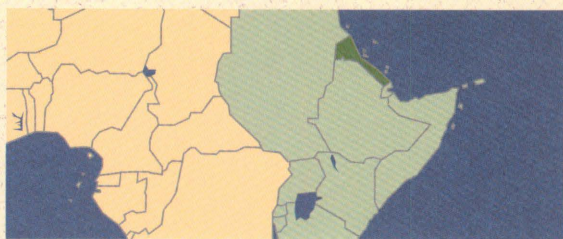
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- infrastructures de transport et énergie
transport infrastructures and energy
- programme de réhabilitation et
assistance technique
rehabilitation programmes and
technical assistance



Eritrea

E

Economic indicators

GNP per capita
na/nd

Exports
33 702 000 ECU (1994)
salt 70%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
na/nd

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
na/nd

With an area of 120,000 km² situated in North-East Ethiopia, between Sudan and Djibouti and bordering the Red Sea, Eritrea gained its independence in May 1993 after the population voted in favour of self-determination in a referendum.

This new country maintained good diplomatic relations with all its neighbours and joined the ACP group, becoming the 70th signatory to the Lomé IV Convention. In December 1994, Eritrea broke off its diplomatic relations with Sudan. It has also been in conflict with Yemen since the end of 1995 over the control of the islands of the Hanish archipelago in the Red Sea. It has kept excellent diplomatic relations with other neighbours and in particular, with Ethiopia.

Aid to Eritrea began in 1992 with the launch of a short-term rehabilitation and reconstruction programme. This ECU 20 million programme has mainly focused on rehabilitation of social infrastructures and transport, irrigation and institution building. Eritrea originally had no indicative programme of its own and rehabilitation funds were initially transferred from Ethiopia's Indicative Programme.

In May 1994, the first NIP for Ethiopia was signed and Eritrea was earmarked an additional ECU 35 million, bringing the total sum under Lomé IV to ECU 55 million. The main sectors are transport, communication, energy, electrification and rural development. The eligibility of the country for structural adjustment aid is currently being considered.

Under the European Union's budget, ECU 111 million have been granted since 1992 for food aid operations. This aid has been used to stock foodstuffs in entrepôts at the port of Massawa (ECU 2 million) and for the provision of seeds (ECU 0.5 million). In 1995, an additional ECU 15 million were alone granted to food aid.

Since 1994, nearly ECU 6 million have gone to rehabilitation projects undertaken by NGOs and an additional ECU 1.8 million of cofinancing with NGOs. Furthermore, ECU 820,000 have been granted to the Constitutional Commission which has the task of drawing up a constitution by the end of 1996.

As assistance to refugees, a further ECU 4.4 million have been allocated to a sizeable malaria control programme and a rehabilitation programme.

An ECU 8 million sum of risk capital has been committed by the European Investment Bank to finance the telecommunications sector.

FED
EDF

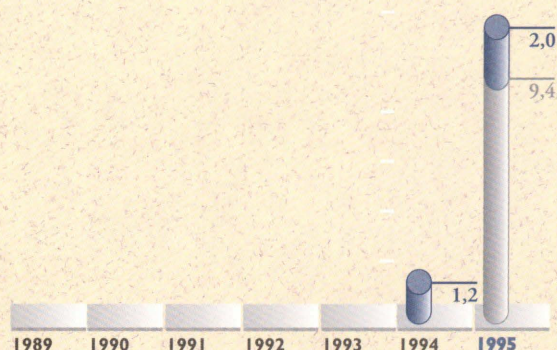
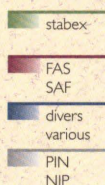
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Ethiopia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 1 221 900

60 584 500

Indicateurs économiques

PNB par habitant
100 ECU (1993)

Exportations
416 381 000 ECU
(1994)
café 50%
peaux 15%

Service de la dette /
exportations
8,89% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,17% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
25,6% (1995)

Taux d'urbanisation
12,96% (1993)

L'Ethiopie bénéficie d'un climat tempéré, mais aride en altitude, en dehors de la saison des pluies allant d'avril à septembre. Le pays est constitué de plateaux qui couvrent la moitié de son territoire et où sont concentrés 90% de la population.

L'Ethiopie est caractérisée par un riche patrimoine culturel et une longue histoire. Durant les trente dernières années, le pays a connu une situation politique et économique difficile avec des conflits civils et de graves périodes de sécheresses prolongées. Le Gouvernement de transition, institué en mai 1991, a hérité d'une économie sinistrée avec l'un des plus bas PNB par habitant au monde. Le pays connaît à présent une période de calme et a amorcé la reconstruction de son économie, alors que l'Erythrée a accédé à l'indépendance en 1993.

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1975, et s'est essentiellement concentrée sur l'agriculture et le développement rural, les transports, le renforcement institutionnel, les infrastructures sociales et, plus récemment, l'appui à l'ajustement structurel et le développement du secteur privé. En tenant compte de toutes les différentes aides qui lui sont allouées, l'Ethiopie est le plus important bénéficiaire de l'assistance européenne aux pays ACP.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 214 millions d'écus porte sur le financement de plusieurs programmes de développement rural, comportant en particulier l'amélioration du réseau routier rural et le soutien au secteur privé des PME, ainsi que le développement et la diversification des exportations (actuellement de l'ordre de 50% en café, et 15% en cuirs et peaux). D'autres actions au titre du PIN prévoient un appui au renforcement institutionnel et à la formation, à l'approvisionnement en eau et à l'évacuation des eaux usées, à la conservation des sols et à l'environnement, aux microprojets ainsi qu'à la conservation et au développement des richesses culturelles.

L'appui aux réformes macro-économiques au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (78,4 millions d'écus) tient une place importante. Les transferts au titre du Stabex (187,5 millions d'écus pour les années d'application 1990 - 1993) ont été centrés sur le renforcement des principaux secteurs d'exportation et sur la diversification du commerce d'exportation, par le biais notamment de la promotion des PME.

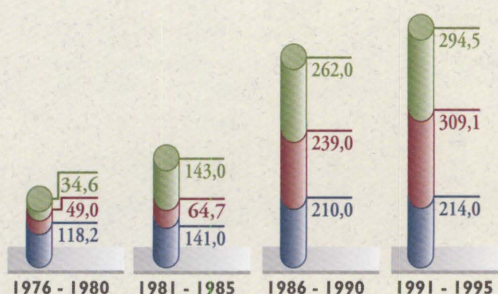
Des actions significatives ont aussi pu être lancées grâce au budget de l'Union européenne, notamment d'importantes aides alimentaires (plus de 318 millions d'écus depuis 1991) et de nombreux projets à plus petite échelle cofinancés et/ou mis en œuvre avec des ONG pour une somme globale d'environ 17,5 millions d'écus (Initiative Spéciale en faveur de la réhabilitation en Afrique) au cours de la même période.

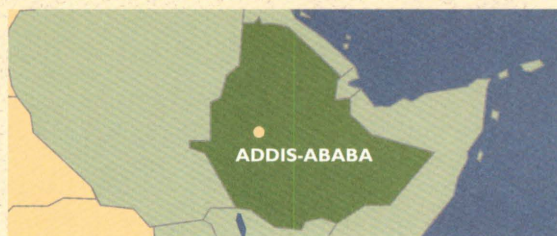
En outre, 40 millions d'écus seront fournis pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, dont 20 millions ont déjà été engagés pour l'amélioration des réseaux de télécommunications nationaux et internationaux et 15,7 millions pour la modernisation des infrastructures aéroportuaires.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Ethiopia E

Economic indicators

GNP per capita
100 ECU (1993)

Exports
416 381 000 ECU
(1994)
coffee 50%
skins 15%

Debt service / exports
8.89% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.17% (1995)

Primary schooling rate
25.6% (1995)

Urbanization rate
12.96% (1993)

Ethiopia has a temperate climate, though it is arid in the highlands (which cover half its territory) outside the rainy season from April to September. 90% of the country's population is concentrated in this part of the country.

Ethiopia has a rich cultural heritage and a long history. Over the last thirty years, the country has experienced a difficult political and economic situation with serious civil upheavals and conflicts, and prolonged droughts. The Transitional Government, established in May 1991, inherited a damaged economy with one of the lowest GNP per capita in the world. The country is now enjoying a period of peace and has initiated economic reconstruction, while Eritrea became independent in 1993.

Cooperation with the European Union began in 1975, concentrating mainly on agriculture and rural development, transport infrastructure, institutional strengthening, social infrastructure and, more recently, structural adjustment support and private sector development. Taking into account all assistance instruments, the country is the largest recipient of European assistance ahead of any other ACP State.

Under Lomé IV, the ECU 214 million National Indicative Programme consists of several rural development schemes, including particularly the upgrading of the rural road network and support to the private SME sector, as well as development and diversification of exports (presently about 50% for coffee, 15% for hides and skins). Other actions from NIP resources include support for institutional strengthening and training, water supply and sewerage, soil conservation and environmental protection, microprojects, and conservation/development of cultural assets.

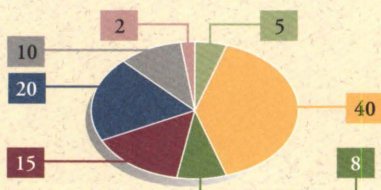
Support for macroeconomic reforms under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 78.4 million) is of particular significance. Stabex transfers (ECU 187.5 million for application years 1990 - 1993) have been focused both on strengthening the major export sectors and diversification of Ethiopia's export trade, particularly through SME promotion.

Significant actions have also been launched from the European Union's budget, such as major food aid operations (more than ECU 318 million since 1991) and many smaller scale projects have been cofinanced and/or implemented, during the same period, by NGOs in various parts of the country for a global amount of around ECU 17.5 million (Special Initiative for rehabilitation support in Africa).

Moreover, ECU 40 million will be provided through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which 20 million have already been committed for the improvement of the national and international telecommunication links and ECU 15.7 million for the modernisation of airport infrastructures.

FED
EDF

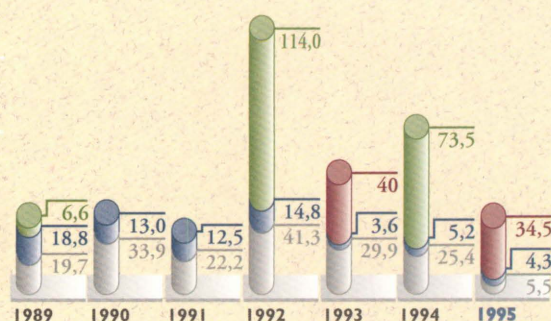
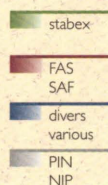
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Fiji

PACIFIQUE

PACIFIC



18 270

762 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
2 130 ECU (1993)

Exportations
20 440 000 ECU (1994)
sucre 38%
textiles 24%

Service de la dette /
exportations
5,97% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0,93% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
124,1% (1995)

Taux d'urbanisation
40,14% (1993)

La république de Fidji est un archipel d'environ 300 îles dispersées sur plus de 1,3 million de km² d'océan. La population est d'origine fidjienne (50%), indo-fidjienne (45%), ou autre (5%). Fidji a acquis l'indépendance au sein du Commonwealth en 1970, pour se déclarer république en 1987. Des élections pluralistes ont eu lieu en 1992 et 1994.

Fidji est un des pays les plus grands et les plus riches de la région du Pacifique. Son économie se base sur l'industrie du sucre et du tourisme, les produits manufacturés prenant plus récemment de l'importance. Les principaux produits exportés sont: le sucre, le textile, les produits de la mer et l'or. La croissance économique a été entravée par un marché national restreint et dispersé, le peu de ressources naturelles, l'éloignement par rapport aux marchés d'exportation, les catastrophes naturelles et, occasionnellement, l'émigration de la main-d'œuvre spécialisée.

La coopération avec l'Union européenne a débuté avec la première Convention de Lomé. Entre Lomé I et III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), axés sur le développement rural et l'agriculture, se sont élevés à plus de 40 millions d'écus au total. D'autres projets ont été mis en œuvre dans les secteurs du transport, des communications, du commerce et des services. Au cours de la même période, le système Stabex a par ailleurs fourni 5,4 millions d'écus au total en compensation du déficit dans les exportations d'huile de coco.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est un important bailleur de fonds depuis Lomé I (87,5 millions d'écus de prêts sur ressources propres et plus de 8,8 millions au titre des capitaux à risques). Elle accorde des prêts notamment aux secteurs de l'électricité et du bois.

Les priorités du PIN de Lomé IV sont le développement rural et l'infrastructure sociale. En raison du cyclone qui a ravagé le pays en janvier 1993 et pour lequel une aide d'urgence de 1 million d'écus a été attribuée, la mise en œuvre du PIN (22 millions d'écus) a débuté en 1993/1994 par le financement de deux grands ponts et deux ponts de moindre taille. Un projet dans le domaine de l'afforestation a été récemment décidé. Des projets axés sur la santé dans les campagnes et sur le développement humain vont suivre.

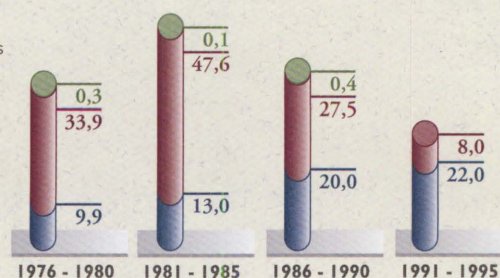
La BEI a initié ses opérations par le financement d'un centre de maintenance pour l'aéroport de Nadi et par l'extension du réseau de télécommunications.

Les îles Fidji bénéficient du second quota en importance (165 348 de tonnes par an) au titre du protocole sucre annexé aux Conventions de Lomé, qui couvre environ 45% de la totalité de ses exportations de sucre.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Fiji



Economic indicators

GNP per capita
2 130 ECU (1993)

Exports
20 440 000 ECU (1994)

sugar	38%
garments	24%

Debt service / exports
5.97% (1993)

Social indicators

Population growth rate
0.93% (1995)

Primary schooling rate
124.1% (1995)

Urbanization rate
40.14% (1993)

The Republic of Fiji is an archipelago of some 300 islands spread over 1.3 million km² of ocean. Its population is composed of indigenous Fijians (50%), Indo-Fijians (45%) and others (5%). Fiji became independent within the Commonwealth in 1970, and declared itself a republic in 1987. Multiparty elections were held in 1992 and 1994.

Fiji ranks as one of the largest and richest countries in the Pacific region. Its economy relies traditionally on the sugar industry and tourism, while manufacturing is a more recent significant activity. Main exports are sugar, textile, fish products and gold. Economic growth has been hampered by a small and dispersed domestic market, a narrow resource and production base, distance to export markets, natural disasters and, occasionally, by emigration of skilled manpower.

Cooperation with the European Union started with the First Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of more than ECU 40 million, concentrating on rural development and agriculture. Other projects were implemented in transport and communications as well as trade and services sectors. Moreover, a total of ECU 5.4 million was provided during the same period under the Stabex system, to compensate shortfalls in export earnings of coconut oil.

The European Investment Bank (EIB) has been an important donor since Lomé I (ECU 87.5 million loans from its own resources and especially more than ECU 8.8 million under risk capital), extending loans to improve electricity networks and the wood industry.

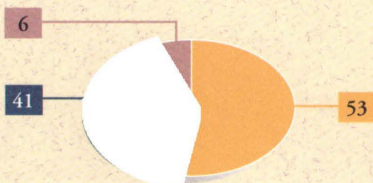
The priorities under the Lomé IV NIP are rural development and social infrastructure. Following a destructive cyclone in January 1993, for which ECU 1 million emergency aid has been allocated, the implementation of the NIP (ECU 22 million) has started in 1993/1994 with the financing of two smaller and two major road bridges. Recently, a project in the forestry sector has been decided. Projects in the sectors of rural health support and human resource development will follow.

The EIB started its operations with the financing of a maintenance centre of the Nadi airport, and the extension of the telecommunication network.

Fiji benefits from the second largest quota (165 348 tonnes per year) under the sugar Protocol annexed to the Lomé Conventions, which covers some 45% of its total sugar exports.

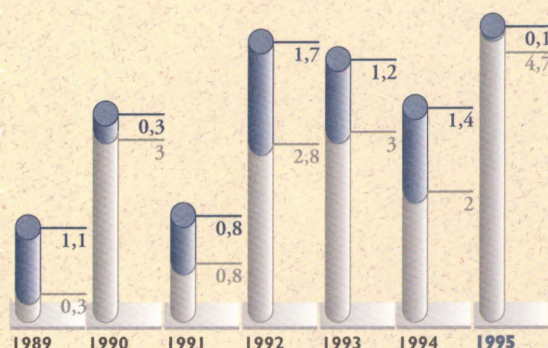
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Gabon

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM²

267 670



1 367 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
4 960 ECU (1993)

Exportations
821 941 000 ECU
(1994)
pétrole 81%
bois 9%

Service de la dette /
exportations
5,97% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,33% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
48,28% (1993)

Indépendant depuis 1960, le Gabon a adopté un régime pluraliste en 1990. Le pays est richement doté en ressources naturelles, avec 80% de sa superficie couverte de forêts tropicales denses. Plus importantes encore sont les ressources minières: le manganèse, l'uranium, et surtout le pétrole, dont la mise en valeur domine toute l'activité économique du secteur industriel moderne. Face à ces potentialités, le Gabon souffre d'un handicap majeur: le sous-peuplement. Avec un peu plus de 1 million d'habitants, la densité moyenne est de l'ordre de 4 hab/km² et plus de la moitié de la population vit en milieu urbain. Une gestion imprudente de l'économie, aggravée par la détérioration des termes de l'échange, a provoqué de graves déséquilibres structurels qu'un programme de réformes économiques doit contribuer à redresser.

A partir de la première Convention de Lomé, les ressources du Fonds Européen de Développement (FED) ont été principalement destinées à appuyer le développement rural qui en a absorbé près de 70% depuis 1980.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (29,9 millions d'écus) prévoit une concentration des ressources du FED sur la santé, l'amélioration de l'enseignement primaire et professionnel et l'hydraulique villageoise.

Suite à la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994, 6,7 MECU ont été alloués à ce pays au titre de la facilité d'ajustement structurel

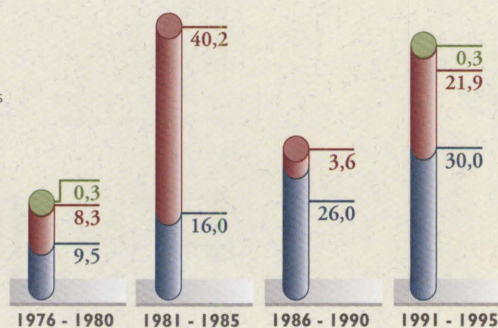
Le Gabon a aussi bénéficié d'autres instruments de l'aide européenne, notamment d'un transfert au titre du Stabex (3,1 millions d'écus pour le bois sous Lomé III) ainsi que des ressources réservées à la coopération régionale, notamment dans le domaine de la coopération culturelle et de la protection des écosystèmes forestiers. En raison des difficultés que traversent les secteurs de production de l'uranium et du manganèse, le Gabon a bénéficié sur le 7ème FED d'un financement du Sysmin pour un montant de 14 MECU. L'Union européenne a également participé au financement de l'organisation des élections législatives et du recensement général de la population de 1993.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs.

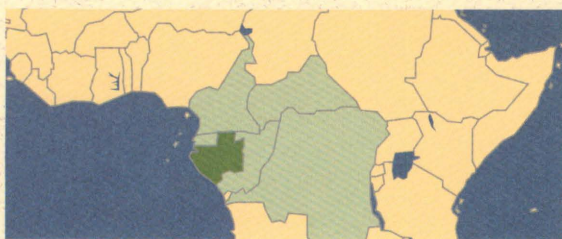
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Gabon

Economic indicators

GNP per capita
4 960 ECU (1993)

Exports
821 941 000 ECU (1994)
oil 81%
timber 9%

Debt service / exports
5.97% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.33% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
48.28% (1993)

Independent since 1960, Gabon adopted a multi-party regime in 1990. It is richly endowed with natural resources, with 80% of its surface area covered with dense tropical forest. More important still are its mineral resources: manganese, uranium and especially oil, whose exploitation dominates all today's economic activity in the modern industrial sector. Yet notwithstanding this potential, Gabon has a major handicap: under-population. With one million inhabitants in a country of 268 000 km², the average population density is of the order of 4 inhabitants/km². More than half the population is urban. Imprudent management of the economy, aggravated by the deterioration of terms of trade, provoked serious structural imbalances which an economic reform programme must help redress.

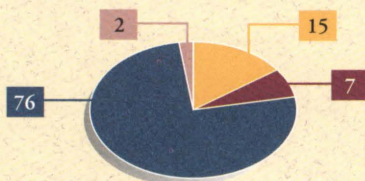
Since Lomé I, EDF resources have gone mostly towards rural development: almost 70% since 1980. The National Indicative Programme (NIP) under Lomé IV (ECU 29.9 million) foresees a concentration of EDF resources on health care, improving primary and professional education and village hydraulics. Following the CFA Franc devaluation in 1994, ECU 6.7 million were allocated under the Structural Adjustment Facility.

Gabon has benefited from other European Union aid instruments, notably a Stabex transfer of ECU 3.1 million for wood (under Lomé III), as well as resources reserved for regional cooperation initiatives, particularly in the areas of cultural cooperation and the protection of forest eco-systems. As a result of difficulties affecting uranium and manganese production, Gabon benefited ECU 14 million from EDF 7 Sysmin aid. The EU has also participated in the financing of the 1993 country's legislative elections and population census.

Moreover, the European Investment Bank (EIB) might make a contribution, from its own resources, to the financing of projects in the production sectors.

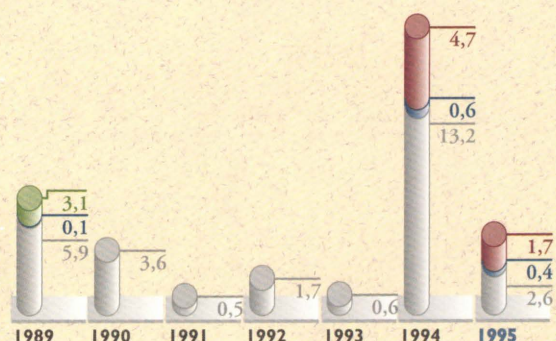
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





The Gambia

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 11 295

980 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
350 ECU (1993)

Exportations
77 652 000 ECU (1994)
arachides 29%
pêche 10%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,51% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
68,4% (1995)

Taux d'urbanisation
24,34% (1993)

La Gambie est un petit pays de la côte ouest de l'Afrique entouré de trois côtés par le Sénégal. Devenue indépendante en 1965, elle a depuis lors un système politique de démocratie parlementaire et du multipartisme. Depuis le coup d'Etat militaire du 22 Juillet 1994, la Gambie est dirigée par le Conseil de Gouvernement Provisoire des Forces Armées, qui a annoncé un retour au régime civil pour 1996.

La Gambie possède une économie ouverte et des ressources nationales limitées (arachides). Après la dégradation de la situation économique au début des années 80, les autorités gambiennes ont successivement lancé le Programme de Redressement Economique en 1985 et le Programme pour le Développement Durable en 1990, tous deux mettant en œuvre une vaste gamme de réformes financières et structurelles. L'objectif de privatisation dans les secteurs de l'arachide et des services est activement poursuivi. L'expérience de la Gambie est généralement considérée comme un bon exemple d'ajustement économique. Il a toutefois été admis que ces efforts devaient être poursuivis pour que les effets soient durables.

Depuis la Convention de Lomé I, le développement rural constitue le secteur prioritaire de la coopération au développement avec l'Union européenne. Sous le Programme Indicatif National de Lomé IV (21 millions d'écus), 74% des fonds ont été alloués au développement rural dans les domaines de l'approvisionnement en eau et des routes de campagne, particulièrement en faveur des zones les plus éloignées et les plus mal desservies du pays (circonscriptions d'Upper River et de North Bank). Ces dernières années, une plus grande importance a été accordée à l'appui aux initiatives locales, essentiellement dans le cadre d'une coopération décentralisée. En raison de la situation politique, depuis le coup d'état militaire du 22 Juillet 1994, toute la coopération, actuelle et future, au développement avec la Gambie est examinée en fonction de sa conformité ou non avec une approche "besoins essentiels".

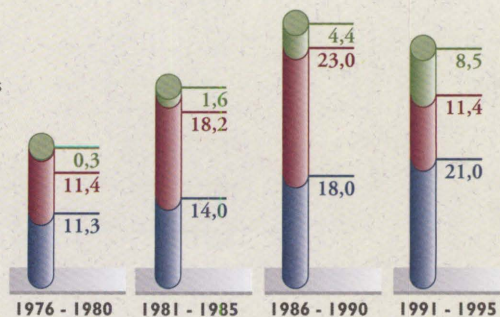
Jusqu'à présent, 8,2 millions d'écus (dont 2 millions d'écus financés à partir du PIN) ont été alloués au titre de l'appui à l'ajustement structurel sous la forme d'un programme d'importation de carburant (4 millions d'écus) et d'un programme général d'importations (4,2 millions d'écus dont 2,2 millions sont déboursés).

En outre, 4,3 millions d'écus ont déjà été engagés au titre des capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI).

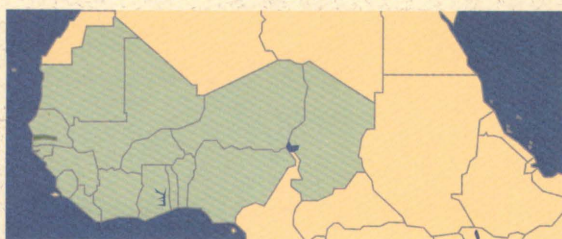
FED + budget EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



The Gambia



Economic indicators

GNP per capita
350 ECU (1993)

Exports
77 652 000 ECU (1994)
groundnut 29%
fishing 10%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
2.51% (1995)

Primary schooling rate
68.4% (1995)

Urbanization rate
24.34% (1993)

The Gambia is a small country on the West coast of Africa surrounded on three sides by Senegal. It became independent in 1965 and was governed since then by a democratic multiparty parliamentary system. Since the military take-over of 22 July 1994, The Gambia has been governed by the Armed Forces Provisional Ruling Council, which announced a return to civilian rule in 1996.

The Gambia has an open economy with limited national resources (groundnuts). After the deterioration of the economic situation in the beginning of the 1980s, the Gambian authorities launched in 1985 the Economic Recovery Programme and subsequently in 1990 the Programme for Sustained Development, both of which implemented a broad range of financial and structural reforms. The objective of privatisation in the groundnut and the services sectors is being pursued actively. The Gambia's experience is generally considered a good example of economic adjustment, although it has been recognised that the effort needs to be continued for it to have enduring effects.

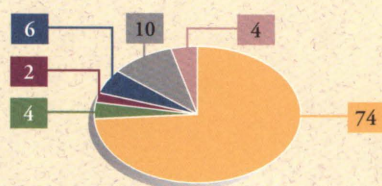
Since the first Lomé Convention, the main priority of development cooperation with the European Union has been rural development. Under the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 21 million), 74% has been allocated to rural development in the fields of water supply and rural roads, with a concentration on the most remote and ill-served parts of the country (Upper River Division and North Bank Division). In recent years a growing emphasis has been placed on the support of community-based initiatives, characterised mainly by its decentralised planning. As long as the political situation since the military take-over of 22 July 1994 remains, all existing and future development cooperation in The Gambia are examined according to whether it conforms or not to a "basic needs" approach.

Under Lomé IV, ECU 8.2 million (of which ECU 2 million financed from the NIP) has so far been allocated for structural adjustment support, in the form of a fuel import programme (ECU 4 million) and a general import programme (ECU 4.2 million; 2.2 million disbursed).

Moreover, ECU 4.3 million has already been committed from the risk capital resources managed by the European Investment Bank (EIB).

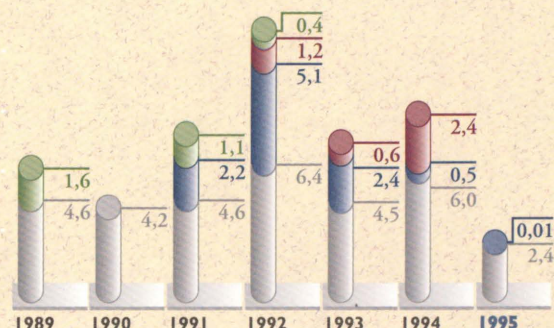
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument






Ghana

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 238 540

 17 453 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
430 ECU (1993)

Exportations
656 296 000 ECU
(1994)

cacao na/nd
or na/nd

Service de la dette /
exportations
22,81% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
76,6% (1995)

Taux d'urbanisation
35,38% (1993)

Le Ghana est un pays d'Afrique de l'Ouest, en bordure du Golfe de Guinée, limité en trois côtés par la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Bénin.

Devenu indépendant en 1957, et malgré un potentiel économique élevé et une période de relative stabilité au début des années 60, le Ghana a connu des difficultés durant les années 70, débouchant sur une crise économique au début des années 80. Depuis 1983, le pays a traversé avec succès une période intensive d'ajustement structurel, massivement soutenue par des donateurs internationaux, et de ce fait est devenu une référence en la matière. A la suite des élections tenues fin 1992, le pays s'est réengagé sur la voie de la démocratie constitutionnelle.

Le Ghana reste un pays pauvre et son économie demeure fragile. L'aide européenne s'était focalisée, sous les conventions antérieures, sur le développement rural et les infrastructures de transport. Sous Lomé IV, dont le PIN s'élève à 109,4 millions d'écus, elle vise plus particulièrement à renforcer les conditions d'un développement autonome en se concentrant sur les services sociaux (santé et éducation), les secteurs de production cruciaux de l'économie, ainsi que dans des domaines tels que l'appui institutionnel, la création de capacités d'initiatives locales et la coopération décentralisée.

Dans ce contexte, l'appui à l'ajustement structurel, dont les montants (70 millions d'écus engagés à ce jour) s'ajoutent à ceux du PIN, est devenu une partie importante de la coopération, ainsi que le soutien au développement du secteur privé.

On compte parmi les interventions spécifiques, sous Lomé III et IV, la réhabilitation des deux ports principaux du pays, un programme de microprojets essentiellement axé sur les infrastructures sociales, un projet d'irrigation des rizières, un projet de production d'huile de palme et un transfert de technologie appropriée. De nouvelles initiatives sous Lomé IV comprennent un vaste programme de développement agricole dans la région occidentale, la gestion de zones protégées ainsi qu'un programme de développement des petites et moyennes entreprises.

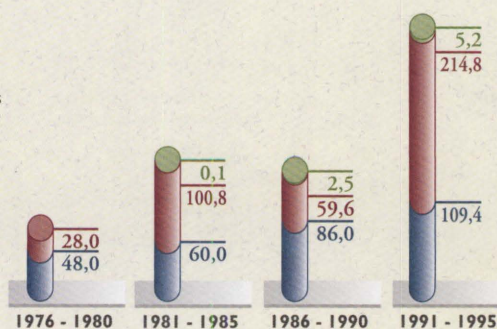
Les ressources du Stabex (44 millions d'écus au titre de Lomé IV) ont été principalement utilisées pour appuyer les réformes économiques dans le secteur du cacao. Sur ses ressources budgétaires, l'UE a également cofinancé diverses opérations menées par des ONG, et soutenu le processus électoral en 1996.

Au titre de ses ressources propres, la Banque Européenne d'Investissement a déjà engagé, sous Lomé IV, 60 millions d'écus en faveur du secteur de la production d'énergie et près de 3 millions sur les capitaux à risques.

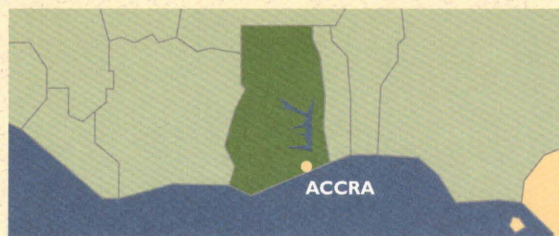
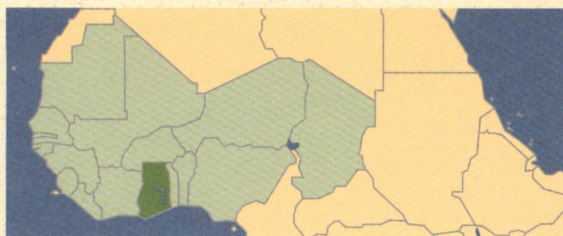
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Ghana



Economic indicators

GNP per capita
430 ECU (1993)

Exports
656 296 000 ECU
(1994)

cocoa na/nd
gold na/nd

Debt service / exports
22.81% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3% (1995)

Primary schooling rate
76.6% (1995)

Urbanization rate
35.38% (1993)

Situated in West Africa on the Gulf of Guinea, Ghana is surrounded on three sides by Côte d'Ivoire, Burkina Faso and Benin.

Ghana achieved independence in 1957. Despite its high economic potential, and following a period of relative stability during the early 1960s, Ghana experienced difficulties during the 1970s, culminating in an economic crisis in the early 1980's. Since 1983, the country has successfully gone through a prolonged and intensive period of structural adjustment, heavily supported by international donors, and has in fact become known as a model case for this policy. Following elections in late 1992, the country has returned to constitutional democracy.

Ghana is still a poor country and its economy remains fragile. European support was focused, under previous conventions, on rural development and transport infrastructure. Under Lomé IV, for which the NIP is provided with ECU 109.4 million, it aims in particular to strengthen the basis for self-reliant development, by focusing on essential social services (health and education), key production sectors of the economy, as well as institutional support and the creation of local capabilities for initiatives and decentralised cooperation.

In this context, structural adjustment, of which the total amount (ECU 70 million committed to date) is to be added to the NIP, has become an important part of cooperation, as well as the support to private sector development.

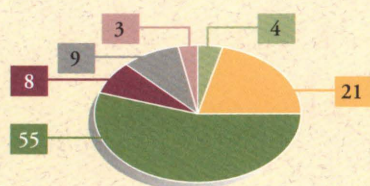
Specific interventions under Lomé III and IV include the rehabilitation of the country's two main ports, a micro project programme mainly focusing on social infrastructures, an appropriate technology transfer scheme support for the management of protected areas, and a small and medium enterprises development programme. New initiatives under Lomé IV, which are well advanced in preparation, include a major roads rehabilitation project, a training programme for civil servants in the District Administrations, and rural infrastructure projects (water supply, electrification).

Stabex resources (ECU 44 million under Lomé IV) have mainly been used to contribute to economic reforms in the cocoa sector. The European Union is also financing from its budget resources various NGO operations and support for the electoral process in 1996.

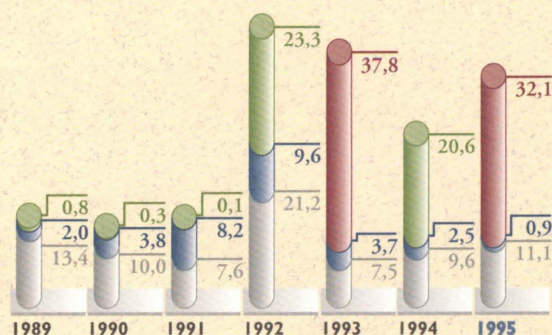
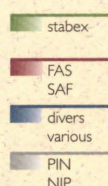
Under Lomé IV, the European Investment Bank has already committed ECU 60 million from its own resources in the field of energy production and nearly ECU 3 million on risk capital.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Grenada

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

340



92 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
2 380 ECU (1993)

Exportations
14 010 000 ECU (1994)
muscade 36%
bananes 14%

Service de la dette /
exportations
6,65% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
na/nd

Etat constitué de trois îles (Grenade, Carriacou et la Petite Martinique), dont 98% de la population est concentrée sur la principale île qui donne son nom au pays, Grenade est devenu indépendant en 1974. Après une période de gouvernement d'inspiration révolutionnaire (1979-1983), l'intervention militaire américaine (1983) a mis fin à l'expérience et les institutions démocratiques parlementaires ont été rétablies.

L'agriculture et le tourisme constituent les piliers de l'économie du pays. Restée traditionnelle, l'agriculture est le secteur le plus important en termes d'emploi et de ressources à l'exportation: elle occupe près d'un tiers de la population et assure 60% environ des recettes d'exportations. Le tourisme est un secteur en rapide croissance qui offre des possibilités d'emploi de plus en plus nombreuses. Cependant, la croissance économique, qui s'élevait à 4 à 5% en moyenne sur la période 1984-1990, stagne depuis 1991 autour de 3%. Le pays a dû engager des réformes d'ajustement macro-économique afin de réduire le déficit des finances publiques.

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1974 avec la première Convention de Lomé. De Lomé I à III, les fonds disponibles (11 millions d'écus) au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) ont été centrés sur l'infrastructure routière, principalement la reconstruction de la Route principale de l'Est (plus de 7 millions d'écus), la promotion du tourisme et les secteurs sociaux (éducation, santé).

Grenade a été, par ailleurs, l'un des principaux bénéficiaires parmi les Etats ACP de la région des transferts Stabex: plus de 15 millions d'écus de 1976 à 1994 pour le cacao, les bananes, et la muscade principalement.

Le PIN de Lomé IV, initialement doté de 4,5 millions d'écus, se concentre sur trois secteurs: approvisionnement en eau (près de 1,6 millions d'écus), réhabilitation des routes agricoles (près de 1,6 millions d'écus) et promotion du tourisme (1 millions d'écus). Par ailleurs, les réformes économiques engagées par Grenade ont été appuyées par une allocation de 2 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et une allocation supplémentaire d'un montant de 2 millions d'écus a été ajoutée en 1994 au PIN de Lomé IV (fixé de ce fait à 6,5 millions d'écus) pour la réhabilitation d'une section de la Route Principale de l'Est.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement est intervenue, sous Lomé IV, pour un montant de plus de 3 millions d'écus au titre des capitaux à risques en faveur du secteur du tourisme et du traitement des déchets.

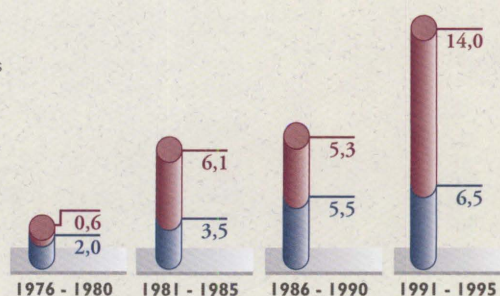
Sur le plan commercial, le Protocole spécial sur les bananes, annexé à la Convention, garantit à Grenade un marché pour la quasi-totalité de sa production exportée vers l'Union européenne.

Grenade figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production.

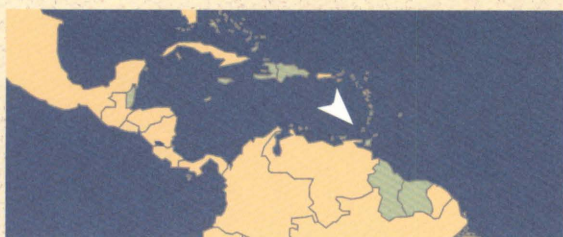
FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others


Grenada **G**
Economic indicators

 GNP per capita
 2 380 ECU (1993)

 Exports
 14 010 000 ECU (1994)
 nutmeg 36%
 bananas 14%

 Debt service / exports
 6.65% (1993)

Social indicators

 Population growth rate
 0% (1995)

 Primary schooling rate
 na/nd

 Urbanization rate
 na/nd

A three-island State (Grenada, Carriacou and Petite Martinique) with 98% of the population living on the main island which gives it its name, Grenada became independent in 1974. Parliamentary democratic institutions were reinstated after a revolutionary period (1979-1983) and a US military intervention (1983).

Agriculture and tourism are the basis of the economy. Traditional agriculture is the main sector for employment and exports earnings. It employs almost one third of the population and ensures 60% of export earnings. Tourism is a rapidly growing sector which offers more and more employment opportunities. However, economic growth which amounted to 4-5% on average during 1984-90, has stagnated around 3% since 1991. The country has had to launch macroeconomic adjustment reforms aimed at lowering the public finances deficit.

EDF assistance began in 1974 with the Lomé I Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes (NIPs) funds (ECU 11 million) were allocated to road infrastructure, mainly for the rebuilding of the Eastern Main Road (more than ECU 7 million), tourism promotion and social sectors (education, health services).

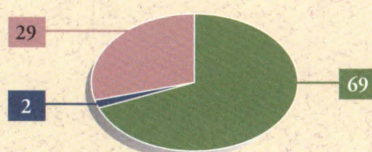
Moreover, Grenada has been one of the main Stabex transfer recipients among the region's ACP States: over ECU 15 million from 1976 to 1994, mainly for cocoa, bananas and nutmeg.

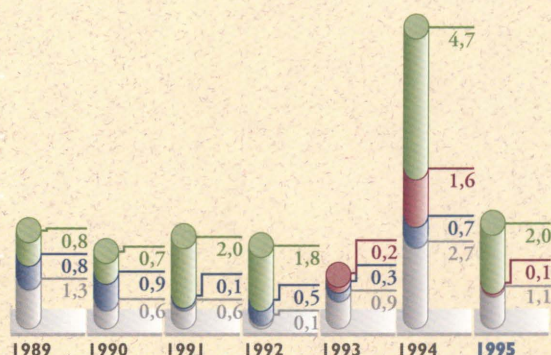
The Lomé IV NIP, of initially ECU 4.5 million, focused on three main areas: water supply (about ECU 1.6 million), rehabilitation of rural roads (about ECU 1.6 million), and tourism promotion (ECU 1 million). In addition, economic reforms launched by the country have been supported with a grant from the Structural Adjustment Facility (ECU 2 million) and an extra ECU 2 million was added in 1994 to the Lomé IV NIP (therefore amounting to ECU 6.5 million) to allow rehabilitation of a section of the Eastern Main Road

Moreover, over ECU 3 million has been committed through European Investment Bank (EIB) interventions to support the tourism sector and for the collection and treatment of solid wastes, in the form of risk capital.

At the commercial level, the special banana protocol, annexed to the Convention, guarantees a market in Europe for almost all Grenada's production.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Grenada's banana sector in helping to improve productivity and quality.

**FED
EDF**
répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
 % of the total envelope

**FED
EDF** 4-5-6-7

 paiement par instrument
 payments by instrument




Guinea Bissau

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

36 120



1 073 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
240 ECU (1993)

Exportations
50 824 000 ECU (1994)
noix de cajou 60%
pêche 20%

Service de la dette /
exportations
9,72% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,19% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
59,1% (1995)

Taux d'urbanisation
21,28% (1993)

Pays caractérisé par l'existence de nombreux fleuves, estuaires et marécages, et disposant de très faibles infrastructures économiques et sociales, la Guinée Bissau a connu de grandes difficultés pour gérer son développement depuis son indépendance, en 1974.

La Guinée Bissau est un pays essentiellement agricole, dont la principale exportation est la noix de cajou; la pêche et les licences de pêche représentent la seconde source des recettes d'exportation. La politique économique menée après l'indépendance, mettant l'accent sur des projets d'industrialisation sur dimensionnés, s'est avérée être un échec. Depuis 1987, le gouvernement a progressivement adopté des mesures de libéralisation économique et politique. Les premières élections pluripartites ont eu lieu en juillet/août 1994.

Le gouvernement a adopté une stratégie d'ajustement global à moyen terme pour la période 1994-1997. C'est dans ce contexte que des progrès significatifs ont été accomplis en 1994 pour ce qui est des principaux indicateurs macroéconomiques tels que le taux de change, l'inflation et le déficit extérieur. Toutefois la situation macroéconomique s'est de nouveau détériorée en 1995.

Dans le cadre des Conventions de Lomé, l'Union européenne a mis fortement l'accent sur le développement rural. Au titre de Lomé IV, le Programme Indicatif National (37 millions d'écus) qui mettait la priorité sur les ressources naturelles et sur certaines actions complémentaires telles que l'appui institutionnel et la valorisation des ressources humaines, a été réaménagé au profit du secteur des infrastructures. Par ailleurs, 8 millions d'écus sont consacrés au programme d'ajustement structurel dont les fonds de contrepartie serviront à renforcer les secteurs sociaux. La Guinée Bissau a en outre reçu 0,9 million d'écus au titre du Stabex au cours de la période 1991-1994, ce qui porte le total des ressources transférées au titre de cet instrument à environ 19 millions d'écus depuis Lomé I.

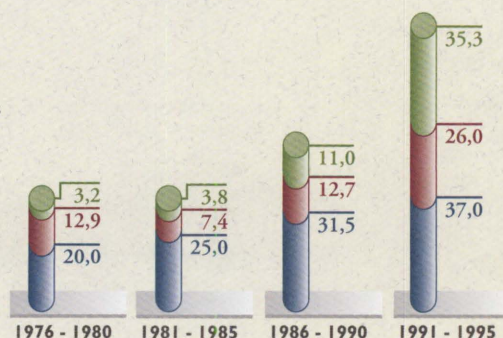
Le budget de l'Union européenne a également contribué pour un montant de 550 000 écus à la réalisation des premières élections pluripartites, puis à la formation des députés de l'Assemblée Nationale. Dans ce contexte, la création d'une cellule d'appui à l'Assemblée Nationale est en cours dont le financement s'élève à 300 000 écus. Il cofinance aussi des microprojets réalisés par des ONG: depuis 1978, un total d'environ 9 millions d'écus a permis la réalisation d'une centaine de projets pour le développement rural, la pêche, la formation et la santé.

Au titre de Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà accordé des financements à hauteur de 12 millions d'écus au titre des capitaux à risques en faveur du renforcement de la Compagnie d'Eau et d'Electricité, d'investissements dans le secteur des télécommunications, et de la création d'usines productrices de chaussures et de portes et fenêtres.

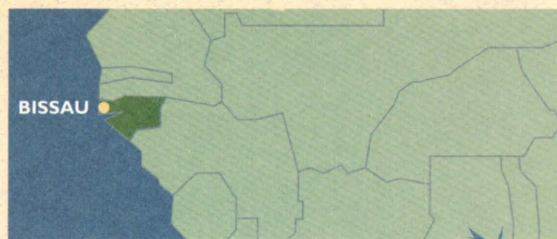
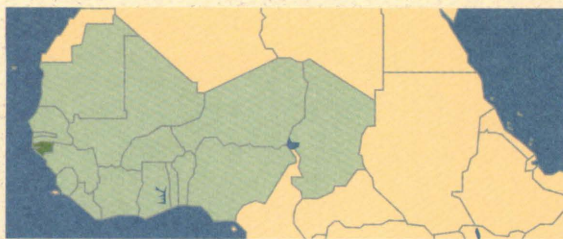
FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Guinea Bissau



Economic indicators

GNP per capita
240 ECU (1993)

Exports
50 824 000 ECU (1994)
cashew nut 60%
fishing 20%

Debt service / exports
9.72% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.19% (1995)

Primary schooling rate
59.1% (1995)

Urbanization rate
21.28% (1993)

Characterised by the many rivers, estuaries and swamps on its territory, and by very weak economic and social infrastructures, Guinea Bissau has experienced great difficulties managing its development since independence in 1974.

Guinea Bissau is essentially an agricultural country, whose principal export is the cashew nut; fishing and fishing permits represent the second largest source of export earnings. The economic policy followed after independence put the emphasis on unrealistic industrialisation projects and turned out to be a failure. Since 1987, the Government has progressively adopted economic and political liberalisation measures. The first multi-party elections took place in July/August 1994.

The government adopted a mid-term global structural adjustment strategy for the period 1994-1997. Under this, significant positive change in the main macroeconomic indicators was made in 1994; the exchange rate, inflation and external deficit. They took a downturn again however in 1995.

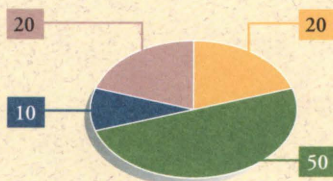
In the framework of the Lomé Conventions, the European Union placed the emphasis strongly on rural development. Under Lomé IV, the National Indicative Programme (ECU 37 million), which focused on natural resources and on certain complementary actions such as institutional support and enhancing the value of human resources, was restructured to help the infrastructure sector. Furthermore, ECU 8 million was devoted to the structural adjustment programme, from which counterpart funds will serve to strengthen the social sectors. Guinea Bissau has also received ECU 0.9 million under Stabex transfers in the 1991-1994 period, which takes the total amount of transfers under this instrument to around ECU 19 million since Lomé I.

The European Union's budget has also contributed ECU 550 000 for the realisation of the first multi-party elections, as well as the training of the National Assembly deputies. ECU 300 000 has been earmarked to set up a support cell for the National Assembly. The EU budget is also co-financing NGO micro-projects: since 1978, it has contributed around ECU 9 million to some 100 rural development, fishing, training and health care projects.

Under Lomé IV, the European Investment Bank (EIB) has already committed ECU 12 million in the form of risk capital for strengthening the Water and Electricity Company, investing in the telecommunications sector and for building factories to produce shoes, doors and windows.

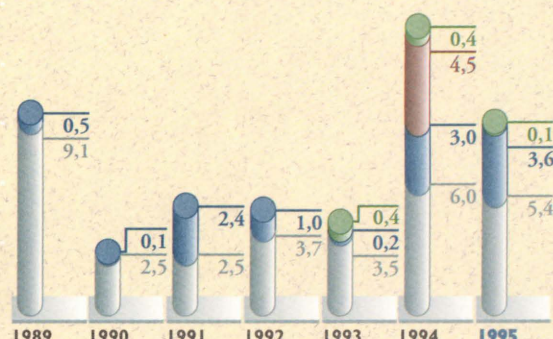
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument






Guinea Ecuatorial

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM² 28 050
 400 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
420 ECU (1993)

Exportations
37 304 000 ECU (1994)
 pétrole 31%
 bois 28%

Service de la dette /
exportations
1,94% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,83% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
39,60% (1993)

L'absence de continuité territoriale représente un lourd handicap pour la Guinée Equatoriale, un petit pays constitué d'une partie continentale (Rio Muni) et d'une partie insulaire (Bioco et Annobon). La mise en exploitation, en 1992, d'un petit gisement pétrolier a ouvert quelques perspectives d'amélioration de la situation économique globale du pays.

Devenue indépendante en 1968, la Guinée Equatoriale a d'abord connu une période de dictature et d'isolement sur le plan international, puis a réussi, à partir de 1979, à s'ouvrir sur le monde extérieur, notamment par son adhésion à l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) en 1985, et par son intégration dans la zone franc. L'introduction du multipartisme, en 1992, n'a pas encore été suivie de progrès effectifs en terme de démocratisation.

La coopération avec l'Union européenne a commencé avec la première Convention de Lomé, mais la situation politique a repoussé, jusqu'en 1980, la mise en route des premières actions. Les Programmes Indicatifs Nationaux successifs se sont alors essentiellement concentrés sur la réhabilitation des infrastructures de base et sur l'appui à l'agriculture et au secteur forestier.

Le Programme Indicatif de Lomé IV (12,5 millions d'écus) est axé sur la réhabilitation des réseaux d'eau potable des villes de Malabo et Bata ainsi que sur le développement rural de l'arrière pays.

La persistance de graves violations des droits de l'Homme a rendu difficile le développement de la coopération avec la Guinée Equatoriale, et depuis la mi-1992, aucune action de coopération significative n'a pu être mise en oeuvre.

L'annonce des élections municipales en 1995 et la reprise du dialogue entre le gouvernement et l'opposition avaient créé un début de détente du climat politique dans le pays. Afin d'encourager la poursuite de ce processus, il a été envisagé le déboursement des transferts Stabex.

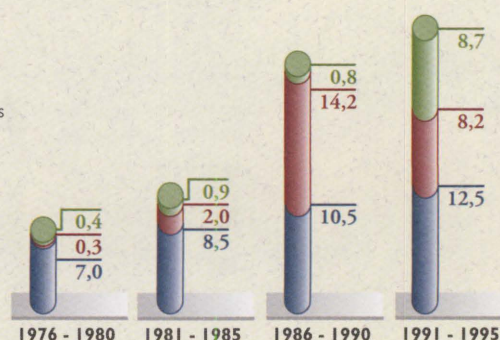
Depuis 1980, le pays bénéficie d'aides alimentaires humanitaires, via les ONG ou le Programme Alimentaire Mondial (PAM). L'Union européenne a également cofinancé une douzaine de projets mis en oeuvre par les ONG, pour un montant total d'environ 1 million d'écus.

En outre, 2 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

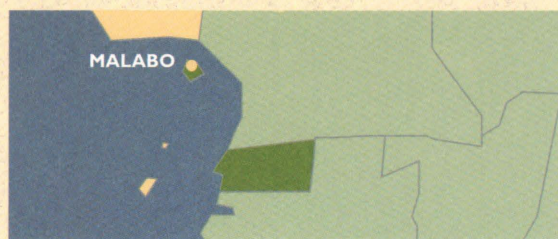
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
 transport et communications
transport and communications
 secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Guinea Ecuatorial



Economic indicators

GNP per capita
420 ECU (1993)

Exports
37 304 000 ECU (1994)
oil 31%
timber 28%

Debt service / exports
1.94% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.83% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
39.60% (1993)

The lack of territorial continuity is a great handicap for Equatorial Guinea, a small country which is partly made up of mainland (Rio Muni) and partly island (Bioko and Annobon). Since 1992, the exploitation of a small oil field is seen as a means of improving the country's overall economic situation.

Independent since 1968, Equatorial Guinea first experienced a period of dictatorship and international isolation. Since 1979, the country has succeeded in opening up to the outside world, especially by joining the Central African economic and customs union (UDEAC) in 1985, and by its integration in the Franc area. The introduction of a multi-party system in 1992 has not yet led to effective progress in the field of democratisation.

Cooperation with the European Union started under the first Lomé Convention, but the political situation delayed implementation of the first operations until 1980. The successive National Indicative Programmes (NIPs) mainly concentrated on the rehabilitation of basic infrastructures, as well as support for the agriculture and forest sectors.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 12.5 million) focuses on the rehabilitation of drinking water networks in the towns of Malabo and Bata, as well as rural development in the hinterland.

Continual serious violations of human rights have made it difficult to develop cooperation with Equatorial Guinea, and no significant cooperation operation has been implemented since mid-1992.

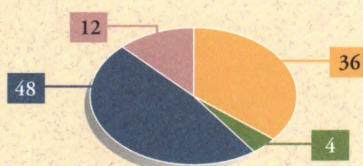
The announcement of municipal elections for 1995 and the resumption of dialogue between the government and the opposition have improved the country's political climate. To encourage this positive development, the disbursement of Stabex transfers is envisaged.

Since 1980, the country has benefited from humanitarian food aid via NGOs and the World Food Programme (WFP). The European Union has also co-financed a dozen projects amounting to some ECU 1 million implemented by NGOs.

Moreover, ECU 2 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

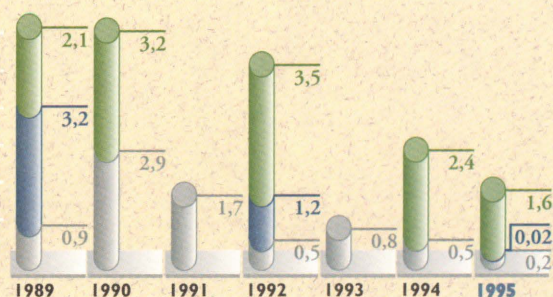
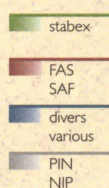
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Guinée

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 245 860
6 700 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
500 ECU (1993)

Exportations
285 681 000 ECU
(1994)
minerais 88%

Service de la dette /
exportations
12,77% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,06% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
37,1% (1995)

Taux d'urbanisation
28,08% (1993)

Située sur la côte occidentale de l'Afrique, la Guinée est entourée par six pays. Le fleuve Niger y prend sa source sur les hauteurs du Fouta Djallon (1538 m).

Devenue indépendante en 1958, la Guinée a vécu pendant 26 ans sous un régime économique centralisé. L'engagement pris par le nouveau Gouvernement pour établir un Etat de droit et un type de société libérale impliquait le double défi de passer à la démocratie et de l'économie planifiée à l'économie de marché libre.

La construction d'une société pluraliste s'est avérée lente mais a suivi une évolution continue. L'adoption par référendum en 1990 de la Loi fondamentale, la promulgation des lois organiques qui en découlent, la légalisation des partis politiques et l'organisation des élections présidentielles et législatives ont constitué les étapes les plus marquantes. L'installation de l'Assemblée nationale en juin 1995 a complété l'architecture institutionnelle de la nouvelle démocratie.

Le programme de réforme économique et financière (PREF) entrepris depuis fin 1985 avec l'appui substantiel des sources extérieures de financement était parmi les plus ambitieux de tous les programmes d'ajustement structurel engagés en Afrique. Malgré les résultats encourageants, la mise en oeuvre du programme se heurte à des obstacles majeurs et la Guinée reste au pays de contrastes : exceptionnellement riche en potentialités minières, agricoles et hydro-électriques, elle est toujours classée parmi les pays les moins avancés.

La Guinée n'a manifesté son intérêt d'établir des relations de coopération avec la Communauté que lors de la mise en oeuvre de la première Convention de Lomé. Depuis, la coopération n'a cessé de se renforcer et de diversifier et aujourd'hui l'ensemble de ses concours placent la communauté parmi les premiers bailleurs de fonds avec une concentration des financements sur le développement rural, l'amélioration des infrastructures de communication et l'amélioration des conditions de vie des populations, à l'intérieur du pays notamment. La majeure partie des ressources du Programme Indicatif de Lomé IV (127,6 MECU) est orientée vers ces domaines, répondant ainsi aux priorités fixées par le Gouvernement.

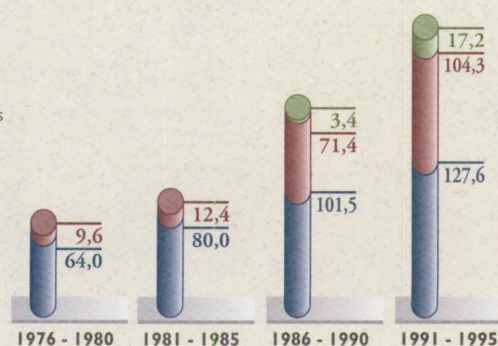
Au titre des aides non programmables sous Lomé IV, la Guinée a bénéficié des allocations de 23,4 MECU à partir des ressources spéciales d'ajustement structurel et de plusieurs financements en faveur des populations réfugiées et sinistrées. La Guinée est éligible aux financements avec les ressources SYSMIN (77% des recettes d'exportation et 28 % des recettes courantes de l'Etat proviennent des seules activités du secteur minier). A ce titre, la cible d'engagement sous Lomé IV est de 45 MECU dont l'utilisation est envisagée pour des actions de diversification économique du pays. Les financements de la BEI - sous forme de capitaux à risques (43,5 MECU engagés au titre de Lomé IV) et des prêts bonifiés sur ressources propres (16,5 MECU engagés au cours de la même période) - visent la modernisation du secteur de l'industrie et des infrastructures de base.

Les financements de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), sous forme de capitaux à risques (43,5 millions d'écus engagés au titre de Lomé IV) et de prêts bonifiés sur ressources propres (16,5 millions d'écus engagés au cours de la même période) visent la modernisation du secteur de l'industrie et des infrastructures de base.

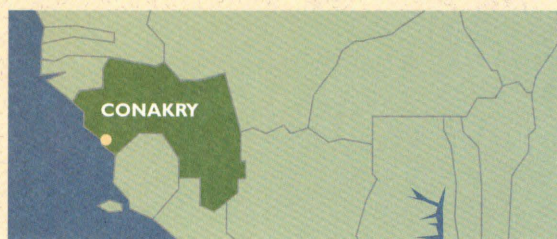
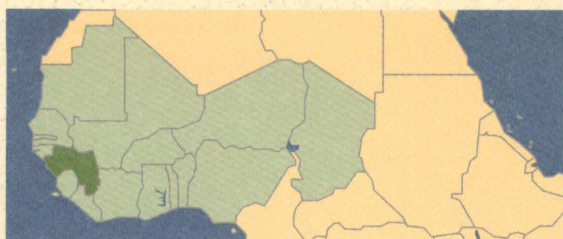
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Guinée



Economic indicators

GNP per capita
500 ECU (1993)

Exports
285 681 000 ECU
(1994)
ore 88%

Debt service / exports
12.77% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.06% (1995)

Primary schooling rate
37.1% (1995)

Urbanization rate
28.08% (1993)

Situated on the west coast of Africa, Guinea is surrounded by six countries. The river Niger rises in the Fouta Djallon mountain (1538 m).

Guinea became independent in 1958 and has maintained a centralised economic policy for the past 26 years. The country is today faced with a double challenge: making progress towards democracy and a market economy.

The construction of a pluralist society is taking time, but nevertheless it is following a steady line. The adoption, by referendum in 1990, of the Fundamental Law, the legitimising of political parties and the organisation of presidential elections, have been the most important steps in the effort to establish and consolidate democracy in the country.

A programme of economic and financial reform, started at the end of 1985 with support from external sources of finance, ranks among the most ambitious of all the structural adjustment programmes underway in Africa. In spite of very encouraging results, however, major obstacles have impeded the implementation of the reforms and Guinea remains a country of contrasts: exceptionally rich in mineral, agricultural and hydroelectric potential, yet always classed as one of the least-developed countries.

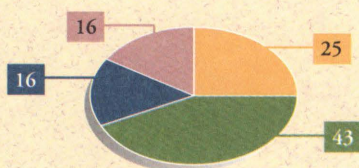
Right from the first Lomé Convention, cooperation has continued to strengthen and diversify. The European Union is now among Guinea's biggest donors, concentrating on financing rural development and improving communications infrastructure and standards of living for the rural population. The bulk of resources in the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 127.6 million) is being directed in these areas, to respond to priorities fixed by the Government.

Guinea also benefited from an initial allocation of ECU 23.4 million from special structural adjustment support resources and has received several grants for displaced and stricken populations. The country is eligible for Sysmin resources: 77 % of export earnings and 60% of budget revenue come solely from activities in the mineral sector. A total of ECU 45 million of Sysmin funds are expected to go to the country under Lomé IV, to be used for economic diversification.

European Investment Bank (EIB) financing, in the form of risk capital (ECU 43.5 million committed under Lomé IV) and interest-rate subsidy loan on the Bank's own resources (ECU 16.5 million committed in the same period), is directed at modernising the industrial sector and basic infrastructures.

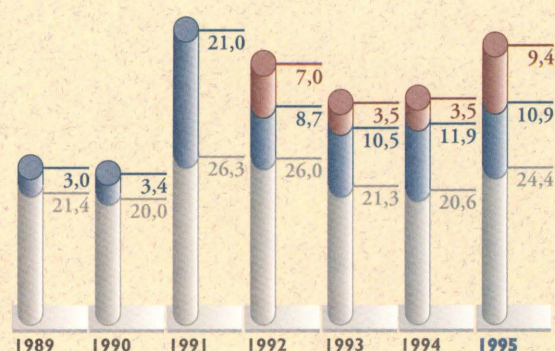
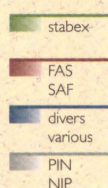
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Guyana

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 214 970
 834 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
350 ECU (1993)

Exportations
56 853 000 ECU (1994)
sucre 34%
bauxite 19%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,09% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
111,9% (1995)

Taux d'urbanisation
35,16% (1993)

Située dans la partie nord-est de l'Amérique du Sud, au bord de l'Océan Atlantique, la Guyana a accédé à l'indépendance en 1966. Les politiques économiques menées au cours des années 70 ont conduit à une régression des secteurs de production et de l'économie dans son ensemble. La politique du nouveau gouvernement issu des élections de 1992 est centrée sur la réduction de la pauvreté et l'appui au secteur privé pour soutenir la croissance et la poursuite de l'engagement dans une économie de marché.

Sous les trois premières Conventions de Lomé, l'aide européenne s'est concentrée sur les secteurs économique, social et minier. Durant les dix dernières années, l'Union européenne a fourni une assistance aux transports, aux systèmes hydrauliques et d'approvisionnement d'eau, contribuant ainsi de manière significative au programme de réhabilitation des infrastructures vitales pour le pays, défini par le Gouvernement. Sous Lomé II, 30,6 millions d'écus ont été alloués au titre du Sysmin afin d'aider l'entreprise Guymine à maintenir son niveau de productivité.

Sous Lomé IV, la réhabilitation de l'infrastructure économique est le premier secteur prioritaire d'intervention: 85% des 32,8 millions d'écus du Programme Indicatif National (PIN) lui ont été réservés. Ces actions comportent le soutien à la protection de la mer (12,75 millions d'écus), au système d'approvisionnement d'eau de New Amsterdam (4,5 million d'écus) et de Pouderoyen (6 millions d'écus), à la réhabilitation du pont du port de Demerara (8 millions d'écus), ainsi qu'un appui au secteur privé (750 000 écus). La contribution européenne au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel s'élève à 7,8 millions d'écus sous forme de trois Programmes Généraux d'Importation.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà contribué pour 13,5 millions d'écus au titre de capitaux à risques au développement du secteur minier et à la modernisation du réseau d'adduction d'eau.

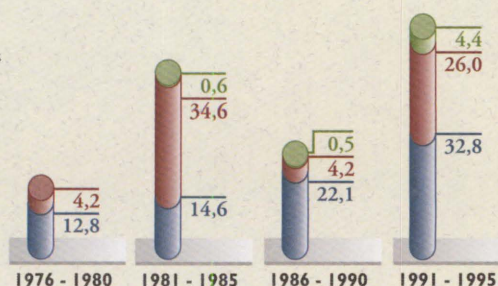
Les actions menées avec les fonds du budget européen comportent des projets de cofinancement avec les organisations non-gouvernementales dans l'arrière-pays, des aides alimentaires ainsi que deux projets liés à l'environnement (création d'une Unité d'Etudes Environnementales à l'Université du Guyana, une étude préparatoire pour une zone protégée dans la région de Rupununi) et une étude sur la bio-diversité, ainsi qu'un projet relatif aux droits de l'homme et à la démocratie.

La Guyana bénéficie des Protocoles spéciaux de Lomé sur le sucre et le rhum. En 1992, les exportations de rhum vers l'Union européenne (Royaume Uni et Pays-Bas) représentaient 68,6% de la production totale et 90,7% des exportations totales de rhum.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
autres fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Guyana **G**

Economic indicators

GNP per capita
350 ECU (1993)

Exports
56 853 000 ECU (1994)
sugar 34%
bauxite 19%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
1.09% (1995)

Primary schooling rate
111.9% (1995)

Urbanization rate
35.16% (1993)

Situated in north-eastern South America, on the Atlantic Ocean, Guyana gained independence in 1966. Economic policies in the 1970s led to a breakdown in production sectors as well as the whole economy. The policy of the new Government elected in 1992 has focused on poverty alleviation and on support to the private sector, aimed at sustaining growth and continuing commitment in a market-oriented economy.

Under the first three Lomé Conventions, European assistance concentrated on the economic, social, infrastructure and mining sectors. For the past ten years, the European Union has provided help to the transport sector; hydraulics and water supply system, thus making a significant contribution to the Government's key infrastructure rehabilitation programme. Under Lomé II, ECU 30.6 million was committed under the Sysmin instrument to help the Guymine enterprise maintain its production capacity level.

Under Lomé IV, rehabilitation of economic infrastructure is the main priority sector with 85% of the ECU 32.8 million National Indicative Programme (NIP) set aside for it. These actions include support for the Sea Defence programme (ECU 12.75 million), water supply system in New Amsterdam (ECU 4.5 million) and Pouderoyen (ECU 6 million), rehabilitation of the Demerara Harbour Bridge (ECU 8 million), and assistance to the private sector (ECU 750 000). The European contribution under the Structural Adjustment Facility amounts to ECU 7.8 million, in the form of three General Import Programmes.

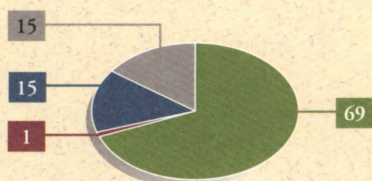
The European Investment Bank has already contributed ECU 13.5 million of risk capital to develop the mining sector and modernise the water supply network.

Actions launched with European budget funds include NGO co-financed projects in the hinterland, food aid, and three projects relating to the environment (establishment of an Environmental Study Unit at the University of Guyana, a preparatory study for a protected area in the Rupununi Region and a biological diversity study), and one project relating to human rights and democracy.

Guyana benefits from Lomé's special sugar and rum protocols. In 1992, rum exports to the European Union (UK and the Netherlands) represented 68.6% of total production and 90.7% of total exports of rum.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument

